ASSEZ D'ERREURS ET D'ILLUSIONS !

Depuis quinze ans, le Mur d'Argent a subi trois assauts de la part des partis de gauche et d'extrême-gauche : en 1924, en 1932, en 1936. Ces trois assauts, il les a repoussés victorieusement. A ces trois assauts, le Parti socialiste a pris une part prépondérante; et lors du dernier, il a même vu son « leader » promu par le peuple souverain au grade de généralissime de l'armée prolétarienne. On sait ce que le généralissime et l'état-major du Rassemblement populaire ont fait de l'ardeur et de l'espoir des troupes enthousiastes dont en juin 1936 l'élan eût été irrésistible si les chefs avaient vraiment voulu livrer la bataille décisive que les masses réclamaient et que l'ennemi redoutait. Ainsi, par trois fois, la grande armée du Peuple a ressemblé à l'armée de Bazaine; ainsi, par trois fois, les puissances d'argent ont cerné et fait capituler les puissances de travail.

Pourquoi?

Car enfin, il faut bien que ces trois expériences désastreuses instruisent au moins ceux qui, vainqueurs sur le plan électoral, furent, un ou deux ans après, vaincus sur le plan parlementaire. S'imagine-t-on que le peuple ne va pas se lasser d'être ainsi conduit régulièrement à la défaite, et de voir revenir au pouvoir, par la faute de chefs incapables, lâches ou traîtres, les hommes qu'il en a chassés?

L'heure est venue de remonter aux causes des désastres pour ne plus retomber dans ces erreurs et illusions mortelles dont la répétition obstinée vaudrait au prolétariat français le sort du prolétariat allemand.

1° Depuis quinze ans, le Parti socialiste vit en état de collaboration plus ou moins complète, plus ou moins continue, avec le Parti radical. Aux élections, les candidats des deux partis pratiquent en général le désistement mutuel; au Parlement, les ministères radicaux bénéficient en général du soutien socialiste. C'est là de notre part une erreur grossière; et je serai fort curieux de savoir ce que nous avons gagné à cette politique, à cette collusion. Les élus radicaux ne se sont pas socialisés; par contre, le plupart des élus socialistes se sont radicalisés; cette camaraderie des couloirs, de l'hémicycle, de la buvette, des commissions, et dernièrement du gouvernement, n'a fait qu'émousser l'esprit de lutte de nos élus, qu'obscurcir en eux le pur idéal socialiste, que corrompre leur conscience de militants; à telle enseigne que le cheval de Troie de notre implacable ennemi — l'Union nationale — a été introduit dans le camp du prolétariat par Léon Blum, lui-même!

L'alliance politique des radicaux et des socialistes, ce sera toujours le mariage du feu et de l'eau. Et l'expérience prouve que toujours l'eau radicale éteindra le feu socialiste. Que sont les chefs radicaux? Que sont les Herriot, les Daladier, les Chautemps, les Sarraut et autres sires? Des bourgeois démagogues, tout simplement. Sur les tréteaux des réunions publiques, ils osent coiffer le bonnet phrygien, revêtir la carmagnole, et parler le rude langage des jacobins; mais une fois élus, ils déposent leurs oripeaux démocratiques, et ils pratiquent une politique exactement contraire à celle qu'ils préconisaient devant leurs électeurs. Le slogan des « 200 familles » n'est-il pas de Daladier lui-même? Or, quel est aujourd'hui le gardien vigilant des privilèges des « 200 familles », sinon le même Daladier qui demain, le cas échéant, ferait tirer les troupes du capitalisme sur les prolétaires révoltés, et laisserait loin derrière lui les exploits de M. Thiers contre les communards? Depuis quinze ans, les radicaux ont fait partie de tous les gouvernements de Poincaré à Léon Blum; ils ont été de toutes les majorités. Quelle confiance peut-on avoir dans des comédiens aussi cyniques? La première erreur à ne plus commettre est donc celle qui consiste à lier partie avec les radicaux. On ne monte pas à l'assaut de la Bastille capitaliste avec des troupes dont l'aile droite est aux ordres de l'ennemi qu'il s'agit de détruire. Les radicaux sont et resteront les « saxons » de l'armée prolétarienne. Laissons-les à leur politicaillerie. L'esprit politicien serait la mort d'un parti comme le nôtre.

2° Nous ne devons pas davantage nous laisser entraîner dans une formation politique dont le but immédiat ne serait pas la réalisation du socialisme. L'expérience du Rassemblement populaire montre la vanité du réformisme. Le régime capitaliste reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre. Notre rôle n'est pas de collaborer à des tentatives chimériques de renflouement, de rafistolage du capitalisme agonisant. Nous devons, au contraire, être la force organisée qui lui donnera le coup de grâce. Le seul moyen de libérer le prolétariat de l'exploitation capitaliste, c'est la socialisation des moyens de production et d'échange; et tout le reste n'est qu'illusion, duperie et mensonge. L'heure de la révolution sociale a sonné : c'est vers cette révolution que doivent être tendus tous nos efforts.

3° L'expérience de 1936 montre quelle illusion c'est que de vouloir transformer la société par la voie parlementaire. Le fond de la nature parlementaire, c'est la lâcheté. L'atmosphère du Palais-Bourbon a tôt fait d'empoisonner quiconque n'est pas un caractère d'acier. L'attitude du groupe parlementaire socialiste depuis juin 1936 a été une honte pour le Parti. Toute grande mission libératrice qui, à l'avenir, ne sera confiée qu'au courage et à la clairvoyance des parlementaires échouera piteusement. La seule action féconde reste l'action des masses, avec ce puissant levier qu'est la grève générale, menée jusqu'au succès final. C'est vers cette action que nous devons orienter les travailleurs de ce pays, en leur montrant que le Parlement est l'école de la trahison, et que s'ils ne prennent pas eux-mêmes en mains leurs destinées, ils n'iront que de reculades en capitulations, jusqu'au jour où, selon une loi historique bien connue, quelque Cromwell fera taire les bavards, et courbera le prolétariat, découragé par les échecs de ses représentants, sous son talon de fer.

Dans l'avenir immédiat, nous devons donc nous libérer de toute entrave capitaliste, même et surtout si elle s'affuble d'un masque démocratique; nous devons rejeter tout programme d'action tendant à amenuiser le programme du socialisme intégral; nous devons liquider le réformisme parlementaire, et créer un vaste et profond mouvement de masses qui, par l'action directe, fera enfin sauter les cadres vermoulus du capitalisme. Hors de cette méthode strictement révolutionnaire, nous irons à la catastrophe. Le seul moyen d'éviter la révolution fasciste en France, c'est de faire la révolution socialiste.

Francis PICHON.

UN MOT A LEBAS...

Au cours d'une réunion d'information devant la Fédération du Nord, notre camarade Lebas aurait rapporté que « Marceau Pivert se moque de la retraite des vieux, cela ne l'intéresse pas ».

Les membres de la C.A.P. se rappellent certainement dans quel sens j'ai parlé de la retraite des vieux — promesse *du Gouvernement Chautemps-Bonnet (et qui reste promesse jusqu'à nouvel ordre)* — par rapport à la politique financière, réelle celle-là, *qui nous conduit à la catastrophe monétaire (dans laquelle sombreront cette malheureuse retraite et bien d'autres choses).*

Et j'ai relu un article du camarade Lebas sur cette singulière conception de la participation ou du soutien qui nous fait partager les responsabilités de la politique de classe de la bourgeoisie, en s'abritant derrières ces... promesses *qu'un gouvernement bourgeois digne de ce nom sait toujours faire miroiter aux yeux de ceux qu'il se prépare à duper.*

Jusqu'à maintenant, le camarade Lebas nous aidait à combattre cette politique « à la petite semaine ». Et nous n'avons pas oublié le vote du C. N. national au cours duquel le paquet de mandats de la Fédération du Nord a repoussé (avec nous) la participation avec M. Daladier... qui promettait pourtant « tout ce qu'on voulait ».

Que s'est-il passé depuis?

Les camarades du Nord auront à se le demander en toute sincérité. Il n'est pas possible qu'ils aient tous changé d'avis sur la participation... et qu'ils approuvent le soutien de G. Bonnet, Frossard, Marchandeau.

Mais pour éviter les malentendus entre des militants également sincères et pour améliorer la cohésion idéologique et tactique du Parti, est-ce qu'on ne ferait pas mieux d'entendre contradictoirement les arguments des uns et des autres plutôt que d'essayer de les discréditer en leur absence, *en déformant leur pensée?*

Camarade Lebas, nous vous proposons très simplement ceci :

Venez exposer vos conceptions depant la Fédération de la Seine, vous serez le bienvenu.

Et permettez-nous d'en faire autant devant la Fédération du Nord.

Les deux plus grandes Fédérations du Parti feront ainsi la preuve de leur capacité démocratique et ce sera le moyen le plus efficace pour écarter du Parti le danger des méthodes d'information unilatérale et de monolithisme que l'on combat ailleurs, mais que l'on pratique un peu trop chez soi.

M. P.

Pour quelles raisons ?

Nos délégués à la C.A.P. ont proposé au Parti de prendre l'initiative de la constitution d'une Commission d'enquête extraparlementaire *en vue de découvrir les dessous réels du complot des cagoulards.*

Pourquoi n'a-t-on pas compris, immédiatement l'intérêt politique considérable de cette proposition?

Il faut que de toutes les fédérations monte la volonté de réaliser, de l'imposer comme on l'a fait à l'occasion du 6 février 34.

Il faut que des camarades indépendants et perspicaces, de tous les groupements du Rassemblement populaire : C.G.T., Ligue des Droits de l'Homme, Parti socialiste, Parti communiste, Parti radical, intellectuels antifascistes, anciens combattants... se mettent à la besogne et rassemblent les moyens d'investigation propres à la classe ouvrière : *ceux-ci existent et sont efficaces; et les résultats obtenus seront très vite formidables.*

Qui donc osera s'opposer à cette procédure?

Pour préciser, voici des points à élucider par les véritables antifascistes (*ceux qui n'ont pas peur de nuire à « l'union sacrée » et qui font passer leur* « sens international de classe » *avant le* « sens national » *cher à Charles Laurent).*

1° *Origine des manœuvres financières qui ont provoqué la dernière crise;*

2° *Identité du groupe bancaire qui a pu disposer d'un milliard de francs pour acheter des devises;*

3° *Liaisons entre la banque Lazard et l'industrie Michelin (ex-Citroën);*

4° *Contrôle médical de l'état de santé véritable de Dusseigneur;*

5° *Liaisons entre les milieux militaires et les milieux dirigeants du C.S.A.R.;*

6° *Liaisons internationales, voyages, mouvements de fonds, origine des armes, etc., des auteurs du complot;*

7° *Liaisons entre certains ministres « radicaux nationaux » et les auteurs du complot;*

8° *Publication intégrale de la liste des affiliés connus.*

Voilà déjà du pain sur la planche. Ce qui est grave, c'est qu'on soit obligé d'insister sur la nécessité de confier à un organisme totalement indépendant *une telle enquête!*

M. P.

FAITS ET DOCUMENTS

Combien de fois ne nous a-t-on pas dit que seules quelques sections « parisiennes » suivaient nos mots d'ordre « démagogiques ». — Voici, entre tant d'autres, quelques résolutions de sections de province... Décidément la « démagogie » gagne. — Les militants des quatre coins du pays parlent aussi haut que ceux de la Fédération de la Seine.

SECTION DE SAINT-PAUL-DE-FENOUILLET
(Pyrénées-Orientales)

La section considérant que le gouvernement Chautemps ne représente pas la volonté populaire de la France, que sa politique financière nous conduit à une catastrophe, demande au groupe parlementaire de lui retirer sa confiance, de revendiquer le pouvoir et de constituer, avec les autres Partis du Rassemblement populaire, un gouvernement de combat chargé de nationaliser *les industries-clés, les assurances, les banques, d'*instituer *le contrôle des changes, de* convoquer *une assemblée constituante pour élaborer une constitution vraiment républicaine et sociale.*

✦ ✦ ✦

SECTION DE LIMEIL-BREVANNES
(Seine-et-Oise)

La section S.F.I.O. de Brévannes se déclare satisfaite du vote du Conseil national socialiste, condamnant la participation et le « Front français » de Thorez à Paul Reynaud.

Convaincue de ce que l'équipe Chautemps-Bonnet-Frossard ne respectera pas la volonté du peuple, mais s'emploiera à renflouer le capitalisme, la section demande aux travailleurs de Brévannes de s'unir pour imposer le FRONT POPULAIRE DE COMBAT, pour le contrôle des changes, la nationalisation des trusts capitalistes, le contrôle ouvrier et l'extermination du fascisme. Seules ces mesures peuvent enrayer la vie chère organisée par les profiteurs. »

✦ ✦ ✦

SECTION DE GAILLARD
(Haute-Savoie)

La section socialiste de Gaillard demande au Parti, après les différentes défaites subies par le prolétariat (mars 1937, juin 1937, janvier 1938), d'entreprendre une action immédiate pour exiger :

Le contrôle des changes et la carte d'identité fiscale;

La nationalisation des assurances et des industries clés;

La constitution d'un gouvernement de combat *dirigé par le parti socialiste.*

✦ ✦ ✦

SECTION D'HUELGOAT
(Finistère)

La section S.F.I.O. d'Huelgoat, réunie en assemblée régulière le jeudi 27 janvier 1938, a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Approuvons la motion Marceau Pivert;

« Constatons que la réaction capitaliste et fasciste tente par tous les moyens de détruire l'action et les résultats acquis par les gouvernements de Front populaire, et de s'opposer à la réalisation du programme social, prônons l'action révolutionnaire directe *étayant l'action parlementaire comme il s'est produit en juin 1936. »*

✦ ✦ ✦

SECTION DE SABLE
(Sarthe)

« La section socialiste de Sablé, réunie le 20 janvier 1938, désapprouve vivement l'idée de Léon Blum, concernant la constitution d'un Gouvernement d'Unité nationale allant de Paul Reynaud à Thorez.

D'autre part, la section ne peut avoir confiance dans le nouveau Gouvernement Chautemps qui comprend des ministres anti-Front populaire, tels que Bonnet et Marchandeau, et demande que le Groupe parlementaire n'accorde aucun soutien.

La section demande que l'avenant voté au Congrès de Marseille soit immédiatement discuté par le Rassemblement populaire.

Enfin, elle souhaite la constitution prochaine d'un véritable gouvernement de Front populaire, appliquant le programme du Rassemblement populaire s'appuyant sur le peuple.

Si cette dernière solution s'avérait impossible, ce serait la preuve que le Front populaire est brisé sur le plan parlementaire. Alors la section socialiste demanderait que le Parti redevint le parti d'opposition à la guerre, au fascisme, au régime capitaliste et qu'il organisât une vaste propagande dans tout le pays pour conquérir le pouvoir afin de réaliser le Socialisme. »

✦ ✦ ✦

SECTION DE VALENCE
(Drôme)

La section de Valence, réunie le 22 janvier 1938, regrette que le groupe parlementaire ait consenti à soutenir un cabinet dont nos militants sont exclus et qui, par contre, comprend des hommes qui sont les représentants d'une politique monétaire et financière opposée à celle qui était tracée par le programme du Front populaire.

✦ ✦ ✦

SECTION DE PLOURAY

La section : approuve le départ des socialistes du ministère Chautemps;

Déplore la tentative de constitution d'un gouvernement allant de « Thorez à Paul Reynaud »;

Regrette que la formation du deuxième gouvernement Chautemps ait été rendue possible par la promesse du soutien des socialistes;

Souhaite que, sans plus tarder, le Parti socialiste unanime permette à la volonté populaire de triompher en déclarant formellement qu'il ne peut accorder son soutien et sa collaboration qu'à un véritable gouvernement de Front populaire prêt aux réformes indispensables : nationalisations et contrôle des changes.

✦ ✦ ✦

GROUPE DE CHEPY
(Somme)

Le groupe de Chépy, réuni le 21 janvier, regrette l'initiative de Léon Blum qui, chargé de former le ministère, a essayé de constituer un gouvernement de « Rassemblement national autour du Rassemblement populaire », ce qui est, sous un autre nom, le Front des Français préconisé par le Parti communiste, *mais toujours condamné par le Parti socialiste.*

Il constate qu'en agissant ainsi, Blum a rompu avec un des principes essentiels du Parti qui, jusqu'à plus ample informé, est démocratique.

Il regrette l'attitude du Groupe parlementaire (approuvé par la majorité de la C.A.P.) qui, en soutenant le Gouvernement Chautemps, soutient des adversaires avérés du Front populaire, tels que Bonnet et Marchandeau, et donne son appui à une politique qui — malgré la façade des grands mots — ne peut être que stagnation et de recul.

Il exprime fortement son sentiment : un gouvernement qui n'est pas de Front populaire, est anti-Front populaire, donc opposé à la volonté clairement exprimée par les électeurs en mai 1936, et nous ne pouvons ni y participer, ni le soutenir.

(Résolution adoptée à l'unanimité, moins deux voix.)

✦ ✦ ✦

SECTION DE LORIOL
(Drôme)

Approuve le Conseil national dans son refus de participation à un ministère qui, non seulement n'est pas à l'image du Front populaire, mais contient quelques-uns de ses adversaires;

Regrette que le groupe parlementaire ait cru devoir accorder son soutien à un tel cabinet.

SECTION DE BEZIERS
(Hérault)

Copie du télégramme adressé le 21 janvier 1938, à 8 heures, aux camarades : Fernand Roucayrol, député de l'Hérault; Léon Blum, président du Groupe socialiste parlementaire; Paul Faure, secrétaire général du Parti socialiste :

« Les socialistes de la section S.F.I.O. adressent unanimement un appel pressant au Groupe socialiste parlementaire pour qu'il refuse le soutien à un gouvernement qui n'est pas l'expression loyale de la volonté du peuple, *et pour exiger la formation immédiate d'un véritable gouvernement de Front populaire.»*

✦ ✦ ✦

FEDERATION D'EURE-ET-LOIR

« La Fédération d'Eure-et-Loir, réunie, etc... :

« Approuve le départ des ministres socialistes du premier cabinet Chautemps; regrette que, au cours de la crise ministérielle, notre camarade Léon Blum ait lancé la formule de « Thorez à Paul Reynaud », préparant ainsi l'opinion à un ministère d'Union nationale; regrette que Léon Blum ait ainsi mis les militants devant un fait accompli qui fait peser sur le Parti de graves responsabilités; regrette que le Groupe parlementaire socialiste — groupe le plus nombreux de la Chambre — ait capitulé devant la spéculation du capitalisme international et devant les radicaux.

« La Fédération d'Eure-et-Loir, consciente de ses responsabilités, sait à quel point la lutte sera difficile; mais sûre de traduire l'esprit des travailleurs, elle réprouve les combinaisons parlementaires et demande que notre Parti entame à travers le pays une action massive par des démonstrations et des meetings en vue d'obtenir la réalisation des réformes de structure réclamées par notre Congrès de Marseille; enfin que le parti reprenne sa grande tradition révolutionnaire enseignée par Jaurès et Jules Guesde. »

✦ ✦ ✦

SECTION D'ABBEVILLE
(Somme)

La section socialiste d'Abbeville, réunie le 19 janvier 1938, à l'unanimité moins trois voix :

1° *Félicite les ministres socialistes d'avoir abandonné le cabinet Chautemps;*

2° *Félicite le Groupe parlementaire et la C.A.P. d'avoir revendiqué la formation d'un gouvernement de Front populaire à direction socialiste;*

3° *S'étonne de la formule de Léon Blum « de Thorez à P. Reynaud »; formule qu'elle condamne formellement comme susceptible d'être reprise, élargie, et de conduire le Parti à l'Union nationale;*

4° *Félicite le Conseil national d'avoir repoussé la participation à un gouvernement excluant délibérément de son sein l'un des groupes constituant le R.P.;*

5° *Considère que le gouvernement actuel est la première étape d'un déplacement de majorité et d'un affaiblissement politique et moral du F. P.;*

6° Regrette que le Groupe parlementaire ait assuré de son soutien un gouvernement renfermant des ennemis de notre Parti *et des détracteurs acharnés du premier gouvernement de F.P. à direction socialiste;*

7° *Estimant que l'expérience actuelle ne reflète pas la volonté du suffrage universel, demande au Bureau du Parti et à la C.A.P. l'organisation d'une action énergique afin de préparer la venue prochaine au pouvoir* d'un gouvernement de F.P. intégral de combat;

8° *Estime que si l'un des Partis du F.P. se refuse à la formation d'un tel gouvernement, une dissolution, suivie d'élection générales, doit permettre à la nation de juger souverainement;*

9° *Estime qu'il serait nécessaire de convoquer d'urgence un Congrès national du Parti.*